

ÉCOLOGIE Greenwashing ou réelles mesures, comment savoir ce que font exactement les banques en termes de durabilité? *La Région* a posé la question à deux institutions de la place, la Raiffeisen et la Banque cantonale vaudoise (BCV).

TEXTES: ANDREIA PORTINHA SARAIVA

Entre les activistes qui dénoncent le détournement des mesures écologiques à des fins de marketing (ou «greenwashing») par les banques et les scandales qui se succèdent, la place financière suisse est confrontée à

la question écologique et doit trouver des solutions. Il y a eu, par exemple, une enquête de la RTS qui révélait que les fonds durables de Raiffeisen contenaient des investissements dans l'entreprise Holcim, premier émetteur de CO₂ en Suisse. Toutefois, ce n'est plus le cas depuis octobre 2021. Il

y a également eu des accusations de «greenwashing» de la branche suisse de l'ONG Greenpeace en septembre 2021. Alors face à ces scandales, les annonces de nouveaux objectifs s'enchaînent au sein de la communication des banques mais que font-elles concrètement?

RAIFFEISEN

«La durabilité, un gage de confiance pour les clientes et les clients»

«On aimerait arriver au stade où lorsque les personnes penseront à Raiffeisen, elles penseront directement à la durabilité», s'exclame, enthousiaste, Gilles Cherbuin, le responsable du siège Suisse romande de Raiffeisen Suisse. Afin d'atteindre ces objectifs, elle a déjà mis en place de nom-



«On aimerait arriver au stade où lorsque les personnes penseront à Raiffeisen, elles penseront directement à la durabilité. Là où nous n'arrivons pas à réduire le CO₂, nous le compensons.»

Gilles Cherbuin
Responsable du siège
Suisse romande

breuses mesures pour faire face au défi écologique des prochaines années. En effet, celle-ci veut atteindre zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050 et 2030 pour ce qui est de son exploitation.

«Là où nous n'arrivons pas à réduire le CO₂, nous le compensons», précise Gilles Cherbuin. Ainsi, en 2021, cette nouvelle stratégie climatique a été mise en place et de nombreux changements ont déjà été opérés comme, par exemple, un partenariat avec Mobility permettant aux Banques Raiffeisen de proposer des véhicules électriques et des bornes de recharge devant leurs locaux. Du côté des clients, l'objectif est d'intégrer des critères de durabilité dans l'ensemble de la gamme de produits de prévoyance et de placement.

«Aujourd'hui, 94% du volume de ces fonds sont durables. Nous sommes passés de 70% à 94% en un an et comptons continuer sur cette voie», explique le responsable. Ces placements sont analysés par une société de notation indépendante qui les valide ou non comme étant durables. «La transparence est essentielle pour nous et, à terme, nous aime-

rons que Raiffeisen puisse être associée à la durabilité, comme une sorte de gage de confiance pour les clientes et les clients», souligne-t-il. A cela s'ajoutent les conseils aux clients, à qui la banque propose des solutions plus écologiques. Par exemple, le conseil en propriété du logement est orienté sur la durabilité. Les conseillers de la banque sensibilisent les clients aux travaux de rénovation qui peuvent être faits chez eux pour rendre leurs biens plus durables. Enfin, d'ici fin 2022, Raiffeisen complètera tous les relevés financiers des clients avec des indicateurs de durabilité, comme les émissions de CO₂, pour qu'il soit facile de comprendre où se situe un placement en termes de durabilité.

94

En pourcentage, le volume des fonds de placement dits «durables». Une société de notation indépendante valide ces fonds comme étant durables ou non.



«Certaines agences ont déjà été complètement renouvelées comme celles de Nyon et de Vevey. Nous allons également faire les bilans énergétiques de nos différents sites principaux. La volonté de la banque est vraiment de réduire ses propres émissions.»

Angélique Chatton
Responsable RSE à la Banque
cantonale vaudoise



KEYSTONE/GEORGIO'S KEPLAS

Trois leviers d'action pour la BCV

De son côté, la Banque cantonale vaudoise (BCV) a revu sa stratégie pour renforcer la durabilité environnementale en 2019. Elle a misé sur trois leviers d'action: la durabilité au sein de la banque, les investissements et les financements.

En ce qui concerne le premier axe, la BCV souhaite réduire son empreinte carbone de 35% d'ici 2030. Cette mesure comprend le chauffage des bâtiments, la mobilité des collaborateurs et collaboratrices ou la réduction de l'utilisation du papier, entre autres.

«Certaines agences ont déjà été complètement renouvelées comme celles de Nyon et de Vevey. Nous allons également faire les bilans énergétiques de nos différents sites principaux», explique Angélique Chatton, responsable RSE (responsabilité sociale d'entreprise). La banque travaille aussi en collaboration

avec une entreprise genevoise, Mobilidée, pour améliorer les questions de mobilité au sein des différentes agences. La BCV continue à compenser ses émissions de CO₂, toutefois, Angélique Chatton précise que «ce n'est pas suffisant et que la volonté de la banque est vraiment de réduire ses propres émissions».

En termes d'investissement, la BCV propose à sa clientèle des placements intégrant des critères ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance) qui peuvent être composés jusqu'à 25% de placements thématiques orientés sur les objectifs de développement durable (ODD), c'est-à-dire, que ces investissements portent sur des entreprises qui apportent des solutions aux enjeux sociaux et environnementaux.

Quant aux financements de la BCV, ils sont principalement



BCV

localisés dans le canton de Vaud. La majorité de ceux-ci étant des prêts hypothécaires, la banque incite ses clients à rénover leurs propriétés avec son offre Bonus vert et avec son partenaire Romande Energie, elle propose aux propriétaires des audits énergétiques (certificat énergétique cantonal des bâtiments (CECB+)) à un tarif préférentiel.

Pour les PME, la banque propose des audits énergétiques en collaboration avec PEIK, la solution d'audit énergétique créée par SuisseEnergie, pour leur permettre de comprendre comment elles peuvent réduire leur consommation énergétique. La

banque finance également les mesures prises à 0% pendant six mois.

Toutefois, une partie mineure des crédits de la BCV portent sur le financement du négoce de matières premières comme les céréales, l'acier ou encore des dérivés du pétrole.

«Cela signifie que nous finançons des flux de marchandises pour qu'elles transitent d'un producteur à un consommateur. C'est un commerce parfois controversé, mais ces matières sont actuellement essentielles à nos sociétés et la BCV encadre cette activité par des critères stricts», conclut Angélique Chatton.